

APERÇU

■ Situation des jeunes sur le marché du travail européen



Sujet principal de formation 2014 d'EZA ; série de séminaires avec 20 projets bénéficiant de l'accompagnement scientifique de l'Institut autrichien des hautes études (IHS), Vienne *Page 2*

■ Mobilité transfrontalière des travailleurs en Europe

Coordination des projets d'EZA sur le thème « Coordination de la sécurité sociale – élément de stabilisation de la vie et du travail en Europe » avec cinq projets *Page 3*

■ 5^{ème} Semaine sociale européenne à Ostende



Recherche de réponses aux grands défis sociaux auxquels se trouvent confrontés les travailleurs en Europe *Page 4*

EDITORIAL



Chers amis,

Nous assistons régulièrement à des débats qui se polarisent sur les immigrants et les demandeurs d'asile, et qui ont d'ailleurs eu une influence sur les élections européennes. Les hommes politiques, voire d'autres milieux, attisent constamment les craintes des citoyens qui ont peur des pertes qu'ils pourraient subir et qui régulièrement souhaiteraient fermer les portes – voir le résultat du référendum sur l'immigration en Suisse – au lieu de diriger vers des portes ouvertes. En effet, derrière les portes ouvertes se cachent des

possibilités de profiter des effets positifs de l'immigration. Le changement démographique, la recherche de main d'œuvre qualifiée qui en résulte, les échanges transfrontaliers et les services semblent favoriser de plus en plus d'idées d'intégration. Comment combiner harmonisation et intégration des immigrants dans tous les pays européens ? Les régimes de sécurité sociale sont réglementés au niveau national, mais on y recourt souvent au nouveau européen. Des solutions doivent encore être trouvées sur ce point.

Une chose est claire : ceux qui arrivent chez nous doivent être bien conseillés en matière de droit du travail, droit social ou droit des étrangers.

L'assurance-maladie, le régime de retraite, les questions afférentes aux permis de travail et de séjour n'en sont que quelques exemples. De nombreux membres d'EZA sont conscients de cette nécessité et offrent ces services.

*Roswitha Gottbehüt,
Secrétaire générale*

Défendre la protection sociale européenne comme droit fondamental

EZA et son centre membre CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) ont invité à un dîner à Ferney-Voltaire en France à la fin du mois de mai, en marge de la 103^{ème} session de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Très engagés, le président d'EZA, Bartho Pronk et la secrétaire générale d'EZA, Roswitha Gottbehüt, ont discuté avec les délégués syndicaux de haut rang du réseau d'EZA que les acteurs du dialogue social devaient intensifier et améliorer leur travail à tous les niveaux afin de garantir la protection sociale européenne comme droit fondamental.

Les délégués syndicaux ont critiqué que les institutions européennes parlent certes de cohésion et de convergence sociopolitiques, mais qu'il n'en est pas question dans les pays d'Europe centrale et orienta-

le. Dans quelques pays, on désigne la Troïka comme animatrice du dialogue social avec le résultat d'une dérégulation énorme. On s'est demandé de manière critique quelle signification avait le contrat de Lisbonne dans ce contexte ?

On a en outre déploré que l'on parle des langues très différentes entre l'OIT et l'UE, ce qui se révèle notamment dans les questions de migration et de dumping social. Également pour cette raison, les syndicats devraient mieux travailler à l'avenir afin de lutter ensemble pour davantage d'égalité.

« Nous devons construire l'Europe de manière plus intensive en renforçant le dialogue social et en développant de nouvelles idées. C'est aussi un mandat pour EZA », ont résumé les participants à cette réunion qui sera poursuivie au cours de l'année à venir. *Roswitha Gottbehüt* ■

Sujet principal d'EZA en matière de formation pour 2014 : la stratégie Europe 2020 et la situation des jeunes sur le marché du travail européen

Des taux de chômage des jeunes scandaleusement élevés en Europe, la lutte contre le chômage des jeunes – une priorité absolue, une génération perdue en Europe,... voici quelques-unes des déclarations faites par des responsables qui s'inquiètent de l'emploi des jeunes en Europe.

Les membres d'EZA sont déjà beaucoup plus avancés dans ce domaine. Près de 20 projets réalisés dans le cadre du programme de formation actuel, traitent de la situation des jeunes sur le marché du travail. Les partenaires d'EZA ont compris que la lutte contre le chômage des jeunes n'est pas une simple devise mais qu'elle nécessite une analyse plus approfondie. Il convient de définir les besoins des jeunes pour qu'ils puissent s'intégrer sur le marché du travail.

Les projets d'EZA visent, entre autres, des stratégies européennes relatives au marché du travail ainsi que des instruments tels que la « garantie pour la jeunesse ». Dans le cadre de cette initiative, tous les jeunes âgés de moins de 25 ans recevront, dans les quatre mois suivant la fin de leur scolarité ou leur formation ou la perte de leur emploi, une offre d'emploi concrète de qualité. Le rôle et la qualité de la formation professionnelle ainsi que le problème des perspectives des jeunes défavorisés sur le marché du travail, constituent d'autres thèmes importants. Les projets ne sont pas seulement initiés par des organisations venant de pays enregistrant un taux de chômage des jeunes élevé. Dans ce contexte, l'Europe est aussi souvent une source d'inquiétude pour les partenaires d'EZA. Ceux qui ne parviennent pas à s'intégrer sur le marché du travail, risquent en effet d'en rendre l'Europe responsable et déçus, de se détourner de l'idée européenne.

Etant donné que l'emploi des jeunes en Europe est un thème urgent, important, mais également complexe, EZA a décidé de se fixer comme objectif ces projets relatifs à la stratégie Europe 2020 et d'en assurer l'accompagnement scientifique. L'Institut autrichien des hautes études (IHS) se charge de cet accompagnement par le biais de chercheurs scientifiques qui font une présentation sur le sujet dans le cadre de toute une série de séminaires et qui rassemblent ensuite les



Participant·es au séminaire « L'Europe sociale en déclin ? Stratégies contre le chômage et la pauvreté » du KAB Deutschlands (Katholische Arbeitnehmer-Bewegung Deutschlands e.V. / Mouvement des travailleurs catholiques d'Allemagne) qui eut lieu en juin 2014 dans le cadre de la série de séminaires

résultats obtenus à l'occasion de ces réunions.

La présentation contient de nombreuses informations sur les stratégies européennes et nationales visant à lutter contre le chômage des jeunes, elle comprend des définitions et données afférentes au sujet ainsi qu'un aperçu détaillé des systèmes de formation professionnelle couronnés de succès.

L'accompagnement scientifique a également comme objectif de tirer des différents projets des recommandations d'action et des exigences pour permettre à un nombre aussi élevé que possible de jeunes de s'intégrer de façon durable sur le marché du travail en Europe. Il s'agit, à cet égard, d'agir rapidement et de façon réfléchie de façon à créer des emplois de haute qualité. C'est pourquoi, le concept de formation « Stratégie Europe 2020 et la situation des jeunes sur le marché du travail européen » combine résultats scientifiques et expériences pratiques. EZA entend ainsi contribuer à la mobilisation et au renforcement des organisations de travailleurs dans la lutte contre le chômage des jeunes. Le réseautage ainsi que les impulsions données par l'IHS et EZA aux différents projets, poursuivent cet objectif.

Au terme de l'année de formation, un rapport scientifique final sera rédigé et

publié par l'IHS sur base des résultats provenant des projets d'EZA dans ce domaine. Il devrait dégager des pistes d'action potentielles pour les organisations de travailleurs qui dans le cadre du dialogue social, souhaitent participer de diverses façons à la création d'emplois pour les jeunes. Il est clair à ce jour que les organisations de travailleurs ne devront pas se contenter de concrétiser des actions, mais qu'elles devront également en surveiller les progrès et les adapter si nécessaire.

EZA a également travaillé de cette façon au cours de ces dernières années et a publié des études scientifiques sur d'autres aspects de la stratégie « Europe 2020 » (voir le site d'EZA

<http://www.eza.org/projekte/eza-gross-projekt-zur-strategie-europa-2020/>).

EZA est consciente du fait que la lutte contre le chômage des jeunes doit être menée de façon solidaire et responsable par tous les acteurs concernés. Il importe surtout de prendre les bonnes décisions rapidement et d'agir de façon réfléchie.

En mettant l'accent sur la « Stratégie Europe 2020 et la situation des jeunes sur le marché du travail européen », EZA a décidé d'agir dans ce sens.

Norbert Klein ■

Mobilité transfrontalière des travailleurs et sécurité sociale au sein de l'UE – coordination de projets d'EZA en 2014

La migration – type de mobilité transfrontalière à long terme – concerne en moyenne moins de 0,5 % de la population totale de l'UE, mais on enregistre de grandes différences entre les diverses régions de l'UE. Ainsi, l'Europe de l'Est connaît une augmentation significative de l'émigration nette. La Roumanie, la Bulgarie et la Lituanie enregistrent le taux d'émigration relatif le plus élevé alors que les chiffres pour la Roumanie et la Pologne sont les plus élevés en termes absolus.

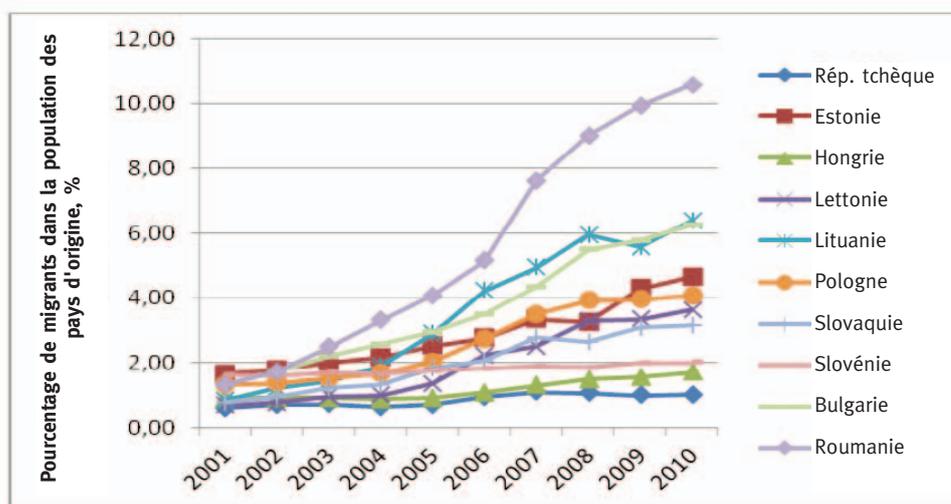
UNAIE (Unione Nazionale delle Associazioni degli Immigrati ed Emigrati) met l'accent sur le rôle de la mobilité des travailleurs dans la création de nouvelles opportunités commerciales dans le pays d'origine ou de destination, ce qui peut donner lieu à de nouvelles opportunités d'emploi dans ces différents pays.

ZD Nsi (Združenje delavcev Nove Slovenije) présentera et rassemblera les meilleures pratiques de coopération internationale et les changements enregistrés

mobiles est d'autant plus élevée que le chômage et le niveau de revenu peu élevé jouent un rôle important dans la migration. Le but initial de la libre circulation des travailleurs était de faciliter et d'optimiser la répartition de l'emploi et le soutien à l'évolution des carrières des citoyens. Les tendances récentes de **migration massive et de mobilité des travailleurs** nécessitent peut-être une révision du cadre légal initial régissant la mobilité des travailleurs. Les **syndicats et organisations de la société civile doivent assumer leur rôle et protéger les travailleurs mobiles** qui rencontrent souvent beaucoup de difficultés lorsqu'ils travaillent à l'étranger : manque de compétences linguistiques, manque de connaissances dans le domaine du droit, de la fiscalité et de la sécurité sociale du pays hôte, faible pouvoir de négociation vis-à-vis des employeurs ou des agences de travail intérimaire. Les efforts entrepris en la matière par Podkrepa (en Bulgarie) et ÖGB (dans le Burgenland en Autriche) étaient très convaincants aux yeux des participants. UNAIE (Italie) et H+D (Espagne) ont également montré des exemples de bonnes pratiques de soutien à l'intégration et à l'évolution des carrières de migrants dans les pays hôtes.

Un large consensus s'est dégagé parmi les participants autour de la nécessité de consacrer davantage d'efforts et de ressources à l'amélioration de la **visibilité et de la traçabilité de la procédure de mobilité**. Ceci est indispensable au vu, entre autres, d'une opinion récente (mais de plus en plus répandue) selon laquelle le tourisme dit de protection sociale, est la principale raison à la base de la mobilité transfrontalière en Europe. Selon les premiers résultats de la recherche effectuée par HIVA, cette hypothèse paraît exagérée.

György Lajtai ■



Le phénomène migratoire est aussi très marqué dans les pays méditerranéens, à la différence toutefois que comme en Italie ou en Espagne par exemple, l'émigration est compensée par une **immigration** permanente en provenance de pays non-membres de l'UE.

Les séminaires suivants qui traitent de la mobilité transfrontalière des travailleurs, abordent les spécificités régionales ainsi que les conséquences sociales les plus importantes de la mobilité :

HIVA (Onderzoeksinstituut voor Arbeid en Samenleving) se concentrera sur les flux de migrants / travailleurs mobiles et retraités entre les Etats membres et leurs droits à la sécurité sociale. Le séminaire portera sur les données statistiques disponibles ou manquantes afférentes aux migrants et aux travailleurs mobiles.

H+D (Fundación Humanismo y Democracia) mettra en exergue la motivation qui caractérise la mobilité transfrontalière des travailleurs dans la région méditerranéenne, les attentes des personnes concernées et la réalisation de leurs projets.

au niveau de la mobilité transfrontalière des travailleurs, qui d'un processus motivé principalement par des facteurs moteur (chômage, appauvrissement) devient un processus motivé par des facteurs d'attraction : emploi de meilleure qualité, qualification et expérience de travail plus étendue.

Le premier séminaire de la série intitulé « **Mobilité transfrontalière des travailleurs en Europe, rôle des syndicats, des employeurs et des gouvernements** », organisé par MOSZ (Munkástanácsok Országos Szövetsége), a eu lieu les 15 et 16 mai 2014 à Budapest. Une des principales conclusions était que les moteurs de la mobilité en Europe de l'Est étaient principalement **l'accroissement des inégalités économiques et de revenu entre les régions de l'Union européenne et les défis démographiques**, qui engendrent une plus grande concurrence pour la main d'œuvre plus jeune et plus qualifiée.

La deuxième conclusion des séminaires était que la vulnérabilité des travailleurs

Le moment de la responsabilité – la 5ème Semaine sociale européenne

La Semaine sociale européenne occupe une place particulière parmi les nombreux projets d'EZA. Cette initiative offre, tous les deux ou trois ans, une plateforme de rencontres, confrontations et encouragement mutuel dans la recherche de réponses aux grands défis sociaux auxquels se trouve confrontée l'Europe. L'initiative repose sur la richesse de la pensée sociale chrétienne. La première Semaine sociale européenne s'est tenue, en 1997, au Parlement européen à Bruxelles. La cinquième édition de la Semaine sociale européenne se déroula du 23 au 25 janvier 2014 à Ostende à la côte belge. Les quelque 200 participants, représentants d'organisations de travailleurs chrétiens de pratiquement tous les pays européens, ont approfondi trois thèmes au cours de ces trois jours. Le premier sujet abordé fut l'orientation future du modèle social européen, un modèle sous pression étant donné la crise économique et financière. La deuxième partie fut consacrée à la recherche de nouvelles relations entre les entreprises et les travailleurs. Quelle signification donner, dans ce contexte, à un dialogue social contemporain, créatif, mais aussi réaliste ? La troisième partie a permis d'élucider la façon dont les droits humains, l'environnement, la préservation du climat ainsi qu'une politique sociale inspirante sont inévitablement et étroitement liés en vue d'arriver à un développement durable.

Chacune des trois parties fut introduite par un intervenant. Les trois éminents intervenants étaient Jérôme Vignon, président de la Semaine sociale de France,

Pierre Defraigne, professeur d'économie et directeur exécutif de la Fondation Madariaga – Collège d'Europe, ainsi que Dirk Messner, professeur de sciences politiques et directeur de l'Institut allemand de développement. Chaque discours fut suivi de trois brèves présentations. La première présentation spécifiait certains éléments de l'analyse tout en complétant cette dernière. La deuxième contenait des exemples de modèles d'action concrète et la troisième présentait la plus-value que peut offrir la tradition sociale chrétienne eu égard à ces trois thèmes.

Nouveaux paradigmes

La constatation la plus remarquable au terme des trois jours fut le souhait de rompre avec les analyses conventionnelles et de chercher ensemble, si nécessaire, de nouveaux paradigmes. Bea Cantillion, présidente du Centre de politique sociale Herman Deleeck de l'Université d'Anvers, s'est exprimée très clairement dans son exposé: « Les paradigmes courants souvent pris comme points de départ par les gouvernements nationaux ainsi que les institutions européennes, tels que « La croissance crée de l'emploi », ne fonctionnent plus aujourd'hui. Les objectifs de la stratégie de Lisbonne et la stratégie Europe 2020 de la Commission européenne avaient un sens, mais ils n'ont pas permis de réduire l'écart entre les pauvres et les riches ou d'entraîner une baisse significative du chômage des jeunes en Europe. Un regard de plus en plus critique est jeté sur les spéculations des multinationales sur les

marchés financiers mondiaux qui ne contribuent pas au bien-être et à la prospérité des citoyens, tout en se demandant si celles-ci sont défendables sur le plan éthique. »

Dans ce contexte, de nouveaux modèles d'action ont été expressément demandés. Des analyses sont nécessaires, mais elles ne vont souvent pas plus loin. On veut davantage de nouvelles initiatives concrètes offrant une solution possible. On veut aussi une politique gouvernementale qui ne se limite pas à des querelles politiques de partis mais qui soit menée de façon qualitative et moderne tout en visant une qualité de vie pour tous et en s'inspirant d'une vision éthique.

Pour de plus amples informations, voir www.5esw.eu.

La 6ème Semaine sociale européenne aura lieu en février 2016 aux Pays-Bas.

Leo Pauwels, Président honoraire d'EZA ■

MENTIONS LÉGALES

Publication

EZA

Centre Européen pour les Travailleurs

Johannes-Albers-Allee 2

D-53639 Königswinter

Tél. +49 - 22 23 - 29 98 - 0

Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22

Courriel : eza@eza.org

www.eza.org

Rédaction

Roswitha Gottbehüt (responsable),

Matthias Homey, Norbert Klein,

Victoria Znined

Conception graphique et composition

HellaDesign, Emmendingen

Courriel : helladesign@web.de

Photos

EZA, Solidarność

Mode de parution

Quatre éditions par an



Cette publication est réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne.

Herbert Metzger est le président du comité d'initiative de la Semaine sociale européenne. Il est aussi vice-président d'EZA et depuis de nombreuses années, actif au sein de la CDA allemande (l'association allemande des travailleurs chrétiens-démocrates).

